

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 12 juillet 2021

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	18	7

N° de la séance : 11

Objet de la délibération : DGA / DEAD -
Contrat d'Avenir Provence Alpes Côte
d'Azur 2021/2027 - Convention
Territoriale d'Application des Alpes
Maritimes

<p><input checked="" type="checkbox"/> Original</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Expédition certifiée conforme à l'original <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>

N° Enregistrement : BC.2021.132

<p>Date de la convocation : Le 06/07/2021</p> <p>Certifié exécutoire compte tenu</p> <p>de l'affichage en date du 16 JUL. 2021</p> <p>de la réception s/Préfecture en date du 21 JUL. 2021</p> <p>Pour le Président, La Responsable de Service</p> <p></p> <p>Corinne SAINTE</p>

L'an deux mil vingt et un et le 12 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Bernard MION, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

PROCURATIONS :

Jean-Pierre DERMIT à Jean LEONETTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Michel ROSSI, Frédéric POMA, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD

Monsieur LOMBARDO,

VU la publication du Plan de Relance du Gouvernement français le 3 septembre 2020 de 100 milliards d'euros qui s'articule autour de 3 priorités, l'écologie, la compétitivité et la cohésion, pour redresser durablement l'économie française et créer de nouveaux emplois ;

VU la signature des accords de méthode par le Premier Ministre et le Président des Régions de France, le 28 septembre 2020, précisant la mobilisation de l'Etat et des Régions sur les priorités stratégiques à inscrire dans les contrats de Plan Etat-Région (CPER) et les accords de Relance et de la mobilisation des moyens pour construire la Relance ;

VU la délibération n° 20-690 du 17 décembre 2020 du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, relative à l'approbation du Contrat d'Avenir Etat-Région en Provence-Alpes-Côte-d'Azur 2021-2027 ;

VU l'accord de relance 2021-2022 signé le 5 janvier 2021 entre l'Etat et la Région ;

VU le projet de convention territoriale d'application des Alpes-Maritimes relatif au Contrat d'Avenir 2021-2027 Provence-Alpes-Côte-d'Azur, en annexe de cette délibération ;

VU la délibération n°CC.2021.029 du Conseil Communautaire du 12 avril 2021 par laquelle la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis approuve les dispositifs de contractualisation financière ;

CONSIDERANT que le Contrat d'Avenir Provence-Alpes-Côte-d'Azur 2021-2027 a été signé le 5 janvier 2021 par le Premier Ministre, Jean Castex, et le Président de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Renaud Muselier ;

CONSIDERANT que l'Etat et la Région sont déterminés à effectuer une mise en oeuvre rapide de ce contrat, qui répond à la fois, aux enjeux majeurs de développement de la région dans les années qui viennent et aux impératifs de la relance à la suite de la crise sanitaire et économique Covid-19 ;

CONSIDERANT que ce contrat comporte douze priorités et engage l'Etat et la Région pour la période du contrat de plan Etat-Région 2021-2027 et se fonde aussi sur la nécessité de relance pour la période charnière 2021-2023 ;

CONSIDERANT qu'un projet de convention territoriale d'application est prévue entre l'Etat et le Département des Alpes Maritimes, pour identifier les projets structurants et préciser les modalités financières et les conditions de mises en oeuvre du soutien financier ;

CONSIDERANT que le projet de convention territoriale d'application précise également les formes que pourront prendre les engagements de l'Etat et de la Région, ainsi que les modalités d'examen des autres projets présentés par les territoires entrant dans les priorités et les objectifs du contrat d'avenir, et non retenus au titre des premières conventions territoriales ;

CONSIDERANT que le projet de convention territoriale d'application du Contrat d'Avenir précise également les projets qui seront examinés au titre des Contrat Régionaux d'Equilibre Territorial (CRET) ;

CONSIDERANT que ce projet de convention territoriale d'application pour les Alpes-Maritimes prévoit 15 opérations représentant un montant total de 238,69 M€ et une proposition de financement prévisionnel de 59,68 M€ pour l'Etat et 59,68 M€ pour la Région ;

CONSIDERANT que la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a déposé 55 dossiers au titre de ce dispositif ;

CONSIDERANT que 3 opérations sont retenues et inscrites dans le projet de convention territoriale d'application, pour un montant total de 32,96 M€ d'investissements et une participation au titre du Contrat d'Avenir de 16,48 M€, soit un co-financement à hauteur de 50 %, dont 25 % Etat et 25 % Région ;

CONSIDERANT que la convention territoriale d'application après accord de l'Etat et des collectivités concernées, sera signé par la Région, l'Etat, le Département et les EPCI ;

Maitre d'ouvrage	Intitulé du projet	Budget prévisionnel (M€)	Financement Etat M€	Financement Région M€
SYMISA ou CASA	Construction du pôle Innovation et de la maison de l'Intelligence Artificielle	29,38	7,35	7,35
CASA	Acquisition et démolition du Clos des Moulières	0,58	0,14	0,14
Ville d'Antibes	Construction de salles multisport stade Paul Charpin	3,00	0,75	0,75
TOTAL		32,96	8,24	8,24

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les termes de la Convention Territoriale d'Application des Alpes-Maritimes sur les projets structurants soutenus financièrement au titre du Contrat d'Avenir 2021-2027 et dont le projet est en annexe ;
- d'approuver le principe de financement des opérations de la CASA identifiées dans la Convention Territoriale d'Application, sous réserve de l'engagement de l'Etat et de la Région ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président à déposer les dossiers de demande de subvention pour les opérations listées dans la convention territoriale d'application.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les termes de la Convention Territoriale d'Application des Alpes-Maritimes sur les projets structurants soutenus financièrement au titre du Contrat d'Avenir 2021-2027 et dont le projet est en annexe ;
- d'approuver le principe de financement des opérations de la CASA identifiées dans la Convention Territoriale d'Application, sous réserve de l'engagement de l'Etat et de la Région ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président à déposer les dossiers de demande de subvention pour les opérations listées dans la convention territoriale d'application.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 12 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



CONTRAT D'AVENIR 2021-2027 PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

CONVENTION TERRITORIALE D'APPLICATION ALPES-MARITIMES

Le 5 janvier 2021, le Premier Ministre, Jean Castex, et le Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, ont signé le Contrat d'avenir Provence-Alpes-Côte d'Azur 2021-2027.

L'Etat et la Région sont déterminés à effectuer une mise en œuvre rapide de ce contrat, qui répond, à la fois, aux enjeux majeurs de développement de la région dans les années qui viennent et aux impératifs de la relance à la suite de la crise sanitaire et économique Covid-19.

L'Etat,
représenté par M. Christophe MIRMAND, Préfet de région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

et la Région,
représentée par M. Renaud MUSELIER Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération n° du ;

en accord avec :

le Conseil départemental des Alpes-Maritimes, représenté par son Président, dûment habilité par délibération n° du ;

la Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis, représentée par son Président, dûment habilité par délibération n° du ;

la Communauté d'agglomération de la Riviera française, représentée par son Président, dûment habilité par délibération n° du ;

la Commune de Cannes, représentée par son **Maire ou son représentant**, dûment habilité par délibération n° **X** du **19 avril 2021** ;

la Commune de Grasse, représentée par son Président, dûment habilité par délibération n° du ;

le Syndicat mixte d'ingénierie pour les collectivités et territoires innovants des Alpes-Méditerranée, représenté par son Président, dûment habilité par délibération n° du ;

Article 1^{er}

L'Etat et la Région sont convenus de cofinancer à hauteur de 50% (25% Etat - 25% Région), les projets structurants suivants dans les Alpes-Maritimes (hors Nice-Côte d'Azur) sur la période 2021-2027 :

Maître d'ouvrage	Intitulé du projet	Budget prévisionnel (M€)	Financement Etat M€	Financement Région M€
DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES	Rénovation énergétique des collèges des Alpes-Maritimes et des écoles départementales de neige et d'altitude	31,5	7,88	7,88
DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES	Protection de l'érosion du littoral et de la RD6098 entre Marina Baie des Anges et Fort Carré Villeneuve Loubet Antibes (4,6km de côtes)	57,00 tranche 1 : 28,00	7,00	7,00
DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES	Création de la Maison de l'environnement et de l'observation à Valberg	12,25	3,06	3,06
SICTIAM	Réseau d'initiative publique FTTH des AM tranche 1	85,00 tranche 1 : 12,00	3,00	3,00
VILLE DE CANNES	Création du Pôle Art Moderne et Contemporain de Cannes, PAMoCC, à la Malmaison	5,75	1,44	1,44
VILLE DE CANNES	Nouvelle extension du Palais des Festivals et des Congrès de Cannes - Construction d'une salle polyvalente modulable	51,00	12,75	12,75
VILLE DE GRASSE	Rénovation énergétique des écoles - Phase 1 et 2 - rénovation d'un groupe scolaire	4,43	1,11	1,11
VILLE DE GRASSE	Restauration du Palais épiscopal et aménagement d'un Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine	4,18	1,05	1,05
SYMISA ou COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SOPHIA ANTIPOLIS	Construction du pôle de l'innovation et de la maison de l'Intelligence Artificielle	29,38	7,35	7,35
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SOPHIA ANTIPOLIS	Acquisition et démolition Clos des Moulières	0,58	0,14	0,14
VILLE D'ANTIBES	Construction de salles multisport stade Paul CHARPIN	3,00	0,75	0,75
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA RIVIERA FRANCAISE	Requalification durable des friches du centre-ville dans l'objectif de revitaliser la commune de Breil-sur-Roya	12,00	3,00	3,00
TOTAL		194,07	48,53	48,53

Total des projets structurants des Alpes-Maritimes (hors Nice-Côte d'Azur) : 194,07 M€
Financement Contrat d'avenir : 97,06 M€

Article 2

L'Etat et la Région sont convenus de cofinancer à hauteur de 50% (25% Etat - 25% Région), les projets de reconstruction à la suite de la tempête Alex suivants dans les Alpes-Maritimes (hors Nice-Côte d'Azur) sur la période 2021-2027 :

Maître d'ouvrage	Intitulé du projet	Budget prévisionnel (M€)	Financement Etat M€	Financement Région M€
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA RIVIERA FRANCAISE	Réfection des réseaux d'eau potable à la suite de la tempête Alex	12,62	3,15	3,15
TOTAL		12,62	3,15	3,15

Total des projets de reconstruction à la suite de la tempête Alex dans les Alpes-Maritimes (hors Nice-Côte d'Azur) : 12,62 M€

Financement Contrat d'avenir : 6,30 M€

Article 3

Les projets structurants, mentionnés à l'article 1 de la présente convention, devront être déposés pour instruction et engagement auprès des services de l'Etat, d'une part, et de la Région, d'autre part, et feront l'objet d'un engagement, au sens budgétaire et comptable, sous la forme :

- du côté Région : par le vote d'un avenant au Contrat régional d'équilibre territorial (CRET) et au Contrat de proximité des Alpes-Maritimes, ou le vote d'un nouveau Contrat régional d'équilibre territorial, selon le calendrier propre à chaque EPCI.
- du côté Etat : à compléter.

Article 4

Les autres projets présentés par le Conseil Départemental et les EPCI des Alpes-Maritimes dans le cadre de l'appel à projets « projets structurants », lancé par la lettre conjointe du Préfet de région et du Président de Conseil régional du 8 janvier 2021, et entrant dans les priorités et objectifs du Contrat d'avenir, feront l'objet :

- a- pour les projets inférieurs à 1 M€ : d'un examen conjoint par les services de l'Etat et de la Région, afin de déterminer si une réponse plus simple et plus rapide peut être apportée à ces projets par d'autres instruments financiers à disposition de l'Etat et de la Région.
- b- pour les projets supérieurs à 1 M€ : d'un examen par le comité départemental Contrat d'avenir des Alpes-Maritimes.

Article 5

Pour information, et afin d'assurer une cohérence d'ensemble entre les financements régionaux, nationaux et européens, il est à noter que les projets suivants feront l'objet d'une instruction dans le cadre du programme européen React EU (financement européen entre 50% et 80%) :

Maître d'ouvrage	Intitulé du projet	Coût total du projet potentiellement éligible
CD06/DESC	Programme de densification des moyens numériques dans les collèges	6 750 000 €
CD06/DRIT	Aménagement V65	6 500 000 €
TOTAL Alpes-Maritimes		13 250 000 €

Article 6

Par ailleurs, pour information et hors Contrat d'avenir :

a- la Région examinera, au titre des CRET, les projets suivants :

Maître d'ouvrage	Intitulé du projet	Budget prévisionnel (M€)	Financement Région MC
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DES PAILLONS	Projet de déploiement de grappes d'installations solaires	0,50	0,13
VILLE D'ANTIBES	Réhabilitation de la batterie du Graillon et de l'espace muséal Mer et littoral	2,64	0,66
VILLE D'ANTIBES	Reconstruction du stade nautique	3,31	0,83
TOTAL		6,45	1,62

b- l'Etat **à compléter**

Article 7

La présente convention territoriale d'application fera l'objet d'un bilan d'exécution et d'une clause de revoyure en mai 2024 ou, à une date plus proche, si l'ensemble des dossiers cités à l'article 1 ont fait l'objet d'un engagement, au sens budgétaire et comptable, de la Région et de l'Etat.

Article 8

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa notification par le représentant de l'Etat à toutes les parties.

Fait à _____, le _____ en 8 exemplaires originaux.

Pour l'Etat

Pour le Conseil régional
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Christophe MIRMAND
Préfet de région
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Pour le Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Renaud MUSELIER
Président

Charles-Ange GINESY
Président

Pour la Communauté d'agglomération
Sophia Antipolis

Pour la Communauté d'agglomération
de la Riviera française

Jean LEONETTI
Président

Pour la Commune de Cannes

Jean-Claude GUIBAL
Président

Pour la Commune de Grasse

David LISNARD
Maire

Pour le Syndicat mixte d'ingénierie pour les collectivités et territoires innovants
des Alpes-Méditerranée

Jérôme VIAUD
Maire

Charles-Ange GINESY
Président

PROJET

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 12/07/2021
Numéro : BC_2021_132
Nature : DE - Deliberations
Objet : Contrat d'Avenir Provence Alpes Côte d'Azur 2021/2027
- Convention Territoriale d'Application des Alpes
Maritimes
Matière : 7.10 - Divers

Interlocuteur

Nom : PAVAN Corinne

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 1d6WnZv

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 21/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210712-BC_2021_132-DE

Acte reçu

Date : 12/07/2021
Numéro interne : BC_2021_132
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 10
Objet : Contrat d'Avenir Provence Alpes Côte d'Azur 2021/2027 - Convention Territoriale d'Application des Alpes Maritimes
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210712-BC_2021_132-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20210712-BC_2021_132-DE-1-1_2.PDF

N